

No. 43070

**Netherlands, Belgium-Luxembourg Economic Union and
Morocco**

Trade Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Belgium-Luxembourg Economic Union, on the one hand, and the Kingdom of Morocco, on the other hand (with lists, protocol and related letter of 3 June 1958). Brussels, 5 August 1958

Entry into force: *5 August 1958 by signature and with retroactive effect from 1 July 1958, in accordance with article VII*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 25 September 2006*

Note: *See also annex A, No. 43070*

**Pays-Bas, Union économique belgo-luxembourgeoise et
Maroc**

Accord commercial entre le Royaume des Pays-Bas et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (avec listes, protocole et lettre connexe du 3 juin 1958). Bruxelles, 5 août 1958

Entrée en vigueur : *5 août 1958 par signature et avec effet rétroactif à compter du 1er juillet 1958, conformément à l'article VII*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 25 septembre 2006*

Note : *Voir aussi annexe A, No. 43070*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET
L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, D'UNE PART,
ET LE ROYAUME DU MAROC, D'AUTRE PART

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,

Ces Gouvernements agissant en commun en vertu du Protocole relatif à la politique commerciale conclu entre eux le 9 décembre 1953, d'une part,

Et le Gouvernement du Royaume du Maroc, d'autre part,

Animés du désir de favoriser, dans toute la mesure du possible, les échanges commerciaux entre leurs territoires,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

Les Parties Contractantes continuent à s'accorder un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Article II

Aux fins du présent Accord sont considérés comme produits belges, produits luxembourgeois et produits néerlandais, les produits originaires de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, du Congo Belge, du Ruanda Urundi et du Royaume des Pays-Bas et en provenance de l'un de ces territoires. Sont considérés comme produits marocains les produits qui sont originaires et en provenance du Maroc.

Article III

Les Autorités compétentes de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et du Royaume des Pays-Bas autorisent l'importation dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et dans le Royaume des Pays-Bas des produits marocains figurant à la liste A annexée au présent Accord, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées pour chacun d'entre eux.

Article IV

Les Autorités marocaines compétentes autorisent l'importation au Maroc des produits belges, luxembourgeois ou néerlandais figurant à la liste B annexée au présent Accord, au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées pour chacun d'entre eux.

Article V

Une Commission Mixte, composée de représentants des Gouvernements intéressés, se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes pour examiner les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Accord. Elle est habilitée à présenter aux Parties Contractantes toutes propositions susceptibles de favoriser le développement des échanges commerciaux entre leurs territoires.

La Commission sera notamment convoquée si une des Parties Contractantes modifiait le régime d'importation en vigueur au moment de la conclusion du présent Accord, d'une manière qui affecterait sensiblement les échanges commerciaux entre leurs territoires.

Article VI

Le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux s'effectue conformément aux dispositions des accords régissant les paiements entre la zone monétaire belge et la zone monétaire néerlandaise d'une part, et la zone franc, d'autre part.

Les Autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes délivreront toutes les autorisations de transfert nécessaires en vue d'assurer l'exécution des paiements relatifs aux échanges commerciaux.

Article VII

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est valable pour une durée d'un an à partir du 1er juillet 1958.

Il sera considéré comme renouvelé d'année en année par tacite reconduction, si aucune des Parties Contractantes ne le dénonce trois mois avant l'expiration de la période de validité.

Le présent Accord prendra fin immédiatement, sauf au cas où les Parties Contractantes en conviendraient autrement, si l'Accord sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, prenait fin ou si les facilités de règlement prévues par ce dernier accord cessaient d'être applicables ou étaient suspendues en ce qui concerne l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, les Pays-Bas ou le Maroc.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 5 août 1958, en triple original, en langue française.

Pour le Royaume des Pays-Bas :

R. B. VAN LYNDEN

Pour l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise :

P. WIGNY

Pour le Royaume du Maroc :

A. LAMRAMI

LIST A¹

EXPORTATIONS DE PRODUITS MAROCAINS VERS LES PAYS DE BENELUX

LIST B¹

EXPORTATIONS DE PRODUITS DES PAYS DE BENELUX VERS LE MAROC

1. Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé.

PROTOCOLE ANNEXÉ À L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, D'UNE PART, ET LE ROYAUME DU MAROC, D'AUTRE PART, SIGNÉ LE 5 AOÛT 1958

I

Les Autorités compétentes des Parties Contractantes adopteront toutes mesures propres à faciliter l'utilisation effective des contingents repris aux listes A et B annexées à l'Accord commercial. Elles veilleront notamment à ce que les licences afférentes à l'importation des produits saisonniers soient délivrées en temps utile.

II

Les services compétents des Parties Contractantes se communiqueront tous renseignements utiles concernant les échanges commerciaux.

III

En ce qui concerne les produits suivants: postes de T.S.F., motocyclettes et pièces détachées, pièces détachées de cyclomoteurs, véhicules automobiles, instruments scientifiques, il est entendu que les licences d'importation ne seront délivrées que sur le vu d'une attestation d'origine délivrée par les organismes habilités à cet effet par les Autorités compétentes des pays de Bénélux.

IV

Les Autorités marocaines compétentes s'engagent à délivrer pendant la durée de l'Accord commercial les licences d'exportation ou toutes autres autorisations nécessaires pour l'exportation vers l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et vers le Royaume des Pays-Bas des produits suivants au moins à concurrence des quantités indiquées pour chacun d'entre eux :

- Phosphates	750.000 T
- Anthracite classé	20.000 T. + S.P
- Minerais de cobalt	2.500 T. + S.P
- Minerais de fer	120.000 T

Fait à Bruxelles, le 5 août 1958, en triple original, en langue française.

Pour le Royaume des Pays-Bas :

R.B. VAN LYNDEN

Pour l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise :

P. WIGNY

Pour le Royaume du Maroc :

A. LAMRAMI

LETTRE ANNEXE I

Bruxelles, le 3 juin 1958

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'application au Surinam et aux Antilles Néerlandaises de l'Accord commercial paraphé en date de ce jour, est soumise à l'approbation des Gouvernements de ces territoires. Cette approbation sera considérée comme accordée tacitement sauf notification contraire du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas au Gouvernement du Royaume du Maroc dans les trois mois à dater de la signature dudit Accord commercial.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

E. LOTZ
Le Président de la Délégation
des pays de Benelux

Monsieur le Président de la
Délégation marocaine
Bruxelles

[TRANSLATION - TRADUCTION]

TRADE AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION, ON THE ONE HAND, AND THE KINGDOM OF MOROCCO, ON THE OTHER HAND

The Government of the Kingdom of the Netherlands, and the Government of the Kingdom of Belgium, acting, by virtue of existing agreements, both on its own behalf and on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg,

Acting jointly by virtue of the Protocol concerning commercial policy concluded between them on 9 December 1953, on the one hand,

And the Government of the Kingdom of Morocco, on the other hand,

Being desirous of promoting trade between their territories to the greatest possible extent,

Have agreed on the following provisions:

Article I

The Contracting Parties shall continue to grant one another the most favourable treatment possible in the reciprocal issuance of import and export licences.

Article II

For the purposes of this Agreement, Belgian products, Luxembourg products, and Netherlands products shall be considered to be products originating in the Belgium-Luxembourg Economic Union, the Belgian Congo, Ruanda-Urundi and the Kingdom of the Netherlands and coming from one of these territories. Moroccan products shall be considered to be products that originate in and come from Morocco.

Article III

The competent authorities of the Belgium-Luxembourg Economic Union and the Kingdom of the Netherlands shall authorize the import of the Moroccan products appearing in List A appended to this Agreement into the Belgium-Luxembourg Economic Union and the Kingdom of the Netherlands, at least up to the stated quantities or values.

Article IV

The competent authorities of the Kingdom of Morocco shall authorize the import of the Belgian, Luxembourg and Netherlands products appearing in List B appended to this Agreement into the Kingdom of Morocco, at least up to the stated quantities or values.

Article V

A Joint Commission, comprising representatives of the Governments concerned, shall meet at the request of any of the Contracting Parties to consider any difficulties which may arise in connection with the application of this Agreement. It shall be empowered to submit to the Contracting Parties any proposals which may promote the development of trade among their territories.

A meeting of the Commission shall be called in particular if one of the Contracting Parties should change the import system that was in force at the time of conclusion of this Agreement, in a manner which would significantly affect trade among the territories.

Article VI

Payments relating to trade shall be settled in accordance with the provisions of the agreements regulating payments between the Belgian Monetary Area and the Netherlands Monetary Area on the one hand and the Franc Zone on the other.

The competent authorities of each of the Contracting Parties shall issue all necessary transfer authorizations in order to ensure the execution of payments relating to trade.

Article VII

This Agreement shall enter into force on the day it is signed.

It shall be valid for one year starting from 1 July 1958.

It shall be deemed to be renewed from year to year by tacit agreement unless denounced by one of the Contracting Parties three months before the expiry of its period of validity.

This Agreement shall be terminated immediately, unless the Contracting Parties were to agree otherwise, if the Agreement for the Establishment of a European Payments Union, signed in Paris on 19 September 1950, were to come to an end or if the settlement facilities provided for by that Agreement should cease to be applicable or should be suspended with regard to the Belgium-Luxembourg Economic Union, the Netherlands or Morocco.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized for this purpose, have signed this Agreement.

Done at Brussels on 5 August 1958, in three original copies in the French language.

For the Kingdom of the Netherlands:

R.B. VAN LYNDEN

For the Belgium-Luxembourg Economic Union:

P. WIGNY

For the Kingdom of Morocco:

A. LAMRAMI

LIST A¹

EXPORTS OF MOROCCAN PRODUCTS TO THE BENELUX COUNTRIES

LIST B¹

EXPORTS OF PRODUCTS FROM THE BENELUX COUNTRIES TO MOROCCO

1. Not published herein in accordance with article 12(2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended.

PROTOCOL APPENDED TO THE TRADE AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION ON THE ONE HAND AND THE KINGDOM OF MOROCCO ON THE OTHER, SIGNED ON 5 AUGUST 1958

I

The competent authorities of the Contracting Parties shall adopt all measures which may facilitate the effective utilization of the quotas enumerated in lists A and B annexed to the Trade Agreement. They shall in particular ensure that licences relating to the import of seasonal products are issued promptly.

II

The competent authorities of the Contracting Parties shall notify one another of any relevant information concerning trade.

III

With regard to the following: wireless sets, motorcycles and spare parts, spare parts for mopeds, motor vehicles and scientific instruments, it is understood that import licences will be issued only upon presentation of an attestation of origin issued by the bodies authorized for that purpose by the competent authorities of the Benelux countries.

IV

The competent Moroccan authorities undertake to issue during the duration of the Trade Agreement export licences or any other necessary authorizations necessary for exporting to the Belgium-Luxembourg Economic Union and to the Kingdom of the Netherlands the following products, at least up to the stated quantities:

- Phosphates	750,000 t
- Graded anthracite	20,000 t + as specified
- Cobalt ore	2,500 t + as specified
- Iron ore	120,000 t

Done at Brussels on 5 August 1958, in three original copies in the French language.

For the Kingdom of the Netherlands:

R.B. VAN LYNDEN

For the Belgium-Luxembourg Economic Union:

P. WIGNY

For the Kingdom of Morocco:

A. LAMRAMI

APPENDED LETTER I

Brussels, 3 June 1958

Sir,

I have the honour to inform you that the application to Surinam and to the Netherlands Antilles of the Trade Agreement initialled on today's date is subject to the approval of the Governments of those territories. This approval shall be deemed to have been tacitly given unless the Government of the Kingdom of the Netherlands notifies the Government of the Kingdom of Morocco to the contrary within the three months following the signature of the said Trade Agreement.

Accept, Sir, etc

E. LOTZ
Chairman of the
Benelux Delegation

The Chairman of the
Moroccan Delegation
Brussels

